

AGRICULTURE

Mondialisation

Delhi

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

■ L'Inde est un des plus importants producteurs agricoles mondiaux. Mais les importations occidentales subventionnées ont plongé le secteur dans une crise sans précédent. Les autorités commencent seulement à prendre la mesure de la situation.

Le secteur agricole indien traverse, depuis une quinzaine d'années, une crise sans précédent. Les conséquences sont dramatiques: entre 1993 et 2003, plus de 100 000 paysans se sont donné la mort, selon les chiffres officiels. Or, ces statistiques ne reflètent pas encore toute l'ampleur du phénomène, affirme Usha, activiste au Kerala, un des Etats les plus touchés par la pandémie: «Les familles ne crient pas sur les toits le suicide de l'un des leurs.» Le plus inquiétant, c'est que l'avenir s'annonce plus noir encore, si la politique agricole n'évolue pas.

Le quart des fermiers du monde

L'agriculture représente en effet 27% du PIB de l'Inde, et 650 millions de citoyens en dépendent. Le pays regroupe ainsi le quart des fermiers du monde, mais un récent sondage mené par la National Survey Organization auprès de 51 770 ménages révèle que près de 40% des fermiers quitteraient le secteur si la possibilité leur était donnée.

Et pour cause: «Non seulement 100% d'entre eux sont endettés, mais ils restent avec leur production sur les bras», affirme Devinder Sharma, ana-

lyste de politiques d'échanges à Delhi.

Les politiques des années 90 ont transformé le pays. De nation exportatrice d'aliments, l'Inde est devenue une importatrice majeure. Entre 1996 et 2003, les importations agricoles sont littéralement montées en flèche: elles ont augmenté de 270% en terme de volume et de 300% en terme de valeur. Or, «pour une économie agricole, importer de la nourriture revient à importer du chômage», affirme Devinder Sharma.

Vent de changement?

Principaux responsables désignés? Encore et toujours, les subsides gouvernementaux versés aux secteurs agricoles occidentaux. Les produits de l'Ouest sont tellement subventionnés qu'ils coûtent, en Inde, moins chers que les produits locaux. Question à cent roupies: comment un fermier indien, vivant avec un dollar par jour, peut-il être compétitif lorsque son homologue européen reçoit quotidiennement jusqu'à 2.70 dollars par vache?

Les exemples où les importations ont supplanté les productions autochtones abondent. Prenez le lait: l'Inde est la plus importante productrice à l'échelle globale; malgré cela, l'importation de produits laitiers a augmenté de 371% entre 2001 et 2004.

Quasi autosuffisant en huiles comestibles en 1994, le pays est désormais le plus gros importateur sur la scène internationale. Plus importante productrice d'épices, l'Inde a vu ses importations s'accroître d'un significatif 542% entre 1995 et 2004. Le coton, les céréales, le thé, le café et tant d'autres produits connaissent un sort similaire.

Cependant, un vent de changement se lève peut-être. Pour la première fois en effet, un premier ministre indien s'est rendu, ces dernières semaines, dans le fin fond de l'Inde rurale,

afin de constater de ses propres yeux l'étendue des dégâts. Par ailleurs, lors de la réunion ministérielle de l'OMC, fin juin à Genève, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Kamal Nath, a décevantement défendu les intérêts des fermiers indiens, refusant de céder aux pressions des Etats-Unis et de l'Union européenne qui poussent inlassablement pour un accès toujours plus grand au marché indien.

Des pressions

Du jamais vu selon Bhaskar Goswami du Forum for Biotechnology and Food Security à Delhi, qui craignait, qu'encore une fois, le secteur agricole ne fasse l'objet de concessions dans l'optique de gagner des points dans d'autres dossiers «plus importants», comme l'accord nucléaire avec les Etats-Unis ou la candidature indienne au secrétariat des Nations Unies. Les pressions des fermiers indiens, ceux qui ont la capacité de faire et défaire des gouvernements, semblent ainsi commencer à porter leurs fruits.

Les paysans suisses ont leur «main tendue»

HENRI DELLA CASA

Même si le nombre de suicides en Suisse n'atteint pas celui de l'Inde, les paysans helvétiques ne sont pas épargnés par la dépression. Des associations paysannes romandes ont ouvert en novembre dernier une antenne téléphonique, destinée à répondre aux questions des familles vivant de l'agriculture, et qui sont au bout du rouleau.

L'association Le Décliac a vu le jour après le constat du Service romand de vulgarisation agricole (SRVA) du nombre toujours plus important

difficultés. La tâche première de l'association, basée sur un concept suisse alémanique, consiste à informer et



Mary-Josée Duvoisin.

«J'ai connu un parent qui était au bord du suicide.»

(M. DUPERREX)

accompagner les paysans. Notamment dans les périodes précaires de reprises d'exploitations, mais aussi dans les cas de conflits conjugaux.

Il faut dire que l'agriculture

helvétique connaît depuis quelques années une situation qui ne laisse pas les paysans dormir sur leurs deux oreilles. «Tourmentés par une politique agricole qui tente maladroitement de combler les déficits économiques des agriculteurs à coup de subventions et une mondialisation qui les met sur la touche, cela en raison des coûts moins élevés des produits importés, les paysans ne sont plus à l'abri du chômage», remarque Mary-Josée Duvoisin, présidente du Décliac.

Ce chômage, beaucoup le ressentent comme la fin des fins, ce qui peut même parfois pousser certains à se donner

la mort. «Dans ma famille, j'ai connu il y a dix ans un parent qui était au bord du suicide», confie la cheffe du projet.

Désormais, les familles paysannes ont la possibilité de joindre, durant les heures de permanence, une intervenante qui tentera de les aider et de les conseiller dans le plus strict anonymat.

L'intérêt de la ligne d'entraide a d'ailleurs déjà fait ses preuves. Selon Mary-Josée Duvoisin, «l'antenne est jusqu'à maintenant largement prise».

■ Le Décliac, tél. 021 946 03 15, le lundi de 8h à 14h.